Le triple A, cauchemar de l'Élysée

31/10/2011 à 9h00

Il s'appelle Alexander Kockerbeck. Même s'il n'a pas l'air franchement rigolo, sa photo (que l'on peut consulter sur Internet) est celle d'un homme plutôt sympathique. De Kockerbeck, on sait qu'il vit à Francfort, qu'il connaît le moindre détail des petits secrets budgétaires de la France. Analyste chargé de la France chez Moody's, Kockerbeck et quelques-uns de ses collègues (il n'y a pas un Français dans le groupe) ont signé la note d'une vingtaine de pages dans laquelle ils annoncent que, d'ici à février, ils vont se pencher plus particulièrement sur le cas de l'Hexagone, passer en revue sa croissance, ses finances publiques ainsi que ses débats politiques. Et qu'ils décideront ensuite si oui ou non la France mérite pleinement son triple A (sa note depuis 1979). Ou bien si elle est résolument sur le chemin de l'Italie, de l'Espagne ou de la Grèce.

Kockerbeck est le cauchemar de Nicolas Sarkozy depuis quelques jours. Sarkozy rêvait de se présenter en mai 2012 devant les Français comme le seul candidat crédible pour affronter la crise, le seul capable de conserver la meilleure note financière de la France, celle qui lui permet de s'endetter à bon compte. Un diagnostic négatif de Moody's en février, et tout serait par terre. Un véritable désastre.

> *Pas seulement pour lui, mais aussi pour le pays, bien sûr : la France emprunte sur les marchés à un taux très faible (autour de 3 % sur dix ans), grâce à sa place sur la première marche du podium des nations les plus solides financièrement. Une dégradation, et la sanction est immédiate : les taux d'intérêt partent à la hausse. Le montant de l'addition est*

> ***déjà connu. Les économistes de Natixis estiment ainsi que 1 point supplémentaire de taux d'intérêt représenterait 15 milliards d'euros sur 7 ans.***

Récession

Nicolas Sarkozy a longtemps pensé qu'il pourrait passer au travers des gouttes. Lors de la réforme des retraites, il y a un an, certains de ses conseillers n'étaient d'ailleurs pas mécontents de la forte mobilisation des Français contre le projet du gouvernement. Puisque le gouvernement ne cédait rien sur l'essentiel, cela montrait aux agences de notation, pensaient-ils, que la majorité était prête à tout pour s'attaquer aux déficits. L'idée que ceux-ci voulaient faire passer : la réforme n'aura certes pas d'effet immédiat sur la dette (le régime des salariés du privé sera déficitaire de 7,8 milliards en 2015), mais la détermination du gouvernement est, elle, inébranlable ! Un message pour les marchés… Un autre pour les Français. Car, vis-à-vis des Français, Nicolas Sarkozy a toujours été ambigu. Au début de la crise, il a même vertement sermonné François Fillon, qui avait osé dire que l'équipe actuelle était "*à la tête d'un État en faillite*". Lui expliquait plutôt qu'il fallait "*dire la vérité aux Français* ». Mais sans jamais prononcer les mots "*rigueur*" ou "*austérité*" dans ses interventions publiques.

Reconnaître la faillite, cela voulait dire trouver des économies. Et Sarkozy ne voulait pas faire son deuil des "*cadeaux*" fiscaux de la fameuse loi Tepa votée au lendemain de son élection. Jusqu'ici, il n'a jamais voulu revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires (4 milliards d'euros par an), sur la TVA pour la restauration (2,5 milliards d'euros) ou sur la baisse des droits de succession (2 milliards d'euros par an). Du coup, les mesures d'urgence concoctées au coeur de l'été 2011 (taxe sur les sodas, taxation des plus-values immobilières, etc.) pour maintenir à

flot les rentrées fiscales et surtout tenir les engagements de déficits budgétaires vont rapporter un petit milliard en 2011 et 11 milliards en 2012.

Autant dire une paille quand le déficit budgétaire annuel dépasse 80 milliards. De la cosmétique, au moment où, pour la première fois dans l'histoire budgétaire, la charge de la dette, une cinquantaine de milliards d'euros, sera en 2012 le premier poste de dépenses de l'État, devant le budget de l'Éducation nationale ou celui de la Défense. Et la barre est haute : la France s'est engagée à réduire ses déficits publics à 5,7 % du PIB cette année, à 4,5 % l'an prochain et à 3 % en 2013 ! Alors même que le pays entre en récession.

Excédé

Ces dernières semaines, Nicolas Sarkozy imaginait que, grâce au G20, il pourrait rejouer une partition devant les Français. Celle qu'ils ont entendue au début de la crise financière, à l'automne 2008. Un président volontariste, capable d'aller chercher tous ses homologues par la manche, à commencer par Angela Merkel, et les placer face à leurs responsabilités. Patatras… Paris n'est plus en situation de mener le jeu en Europe. D'abord parce que la BCE estime qu'elle ne doit plus donner davantage de coups de canif dans son contrat. Ensuite parce que, au FMI – c'est le reproche que lui font les technos français -, Christine Lagarde écoute d'abord les Américains (en tout cas davantage que DSK, qui jouait résolument une carte européenne).

Ensuite parce que, avec les Allemands, le jeu s'est singulièrement brouillé. Il y a encore quelques semaines, les Français comptaient sur Wolfgang Schäuble, le ministre de l'Économie, francophile et assez ouvert aux propositions françaises sur la crise, pour convaincre Angela Merkel. Désormais, la chancelière et son ministre sont en froid. Et la task force montée par l'Élysée pour "*gérer*" la crise doit intégrer toutes les subtilités de la vie politique allemande

afin de parfaire ses arguments.

Une scène, dans le hall de l'hôtel Amigo, le 22 octobre, en plein psychodrame européen, ne trompe pas. Celle que rapporte le journaliste Jean Quatremer, le correspondant de *Libération* à Bruxelles. À 23 h 30, après deux heures de discussions, Nicolas Sarkozy paraissait excédé. Angela Merkel, elle, entourée de cinq de ses conseillers, commandait un verre de vin blanc… Les Allemands profitaient de l'instant. Debout, Xavier Musca, le secrétaire général de l'Élysée, le sherpa de Sarkozy sur les questions économiques, échangeait quelques mots avec les Allemands. Sans être invité à s'asseoir. Il ne reste plus qu'à croiser les doigts. Et à espérer qu'Alexander Kockerbeck ne soit pas de mauvais poil en février…

Le Point